

▼ ÉLECTIONS

# Mariano Rajoy promet « un mandat d'austérité, de réformes et pro-européen »

La première action du gouvernement consistera à faire voter la loi d'application du principe constitutionnel d'équilibre des comptes publics tant pour l'État fédéral, que pour les régions autonomes.

PAR GAËLLE LUCAS, À MADRID

Le Parti populaire (PP) de Mariano Rajoy a obtenu dimanche ce qu'il avait demandé aux Espagnols : une large majorité. Le PP dispose en effet d'une majorité absolue, avec 186 sièges sur 350, au Congrès des députés, ainsi qu'au Sénat, face aux 110 sièges des socialistes d'Alfredo Pérez Rubalcaba. Jamais depuis l'avènement de la démocratie, un parti n'a disposé d'un tel pouvoir d'autant que le PP peut aussi compter sur la majorité des régions après sa victoire écrasante aux régionales en mai.

Pourtant, l'euphorie de la foule amassée devant le siège du parti de droite dimanche soir contrastait avec la joie contenue des dirigeants du PP réunis sur le balcon de l'édifice pour saluer les sympathisants. La conscience, peut-être, que le PP va devoir assumer seul la responsabilité de sortir le pays de la crise économique. Lundi soir, Mariano Rajoy évoquait « un mandat d'austérité, de réformes et pro-européen ».

La situation laissée par les socialistes est catastrophique : aux 5 millions de chômeurs s'ajoute la menace de la récession. La Fondation des Caisses d'Épargne (Funcas) prévoit d'ailleurs que le PIB reculera dès le dernier trimestre 2011. Par ailleurs, au lendemain de la victoire du PP, les marchés ont accru leurs pressions sur la prime de risque espagnole qui a flirté avec les 470 points. Dans une conférence de presse, lundi soir, le futur Premier



Le futur Premier ministre, Mariano Rajoy (au centre), a indiqué que le gouvernement serait formé avant Noël, et son projet politique dévoilé lors de son discours d'investiture. Il devra mettre en place dès que possible « le changement » qu'il a promis.

ministre, Mariano Rajoy a indiqué que le gouvernement serait formé avant Noël, et son projet politique dévoilé lors de son discours d'investiture. C'est trop tard pour certains compte tenu de l'urgence à réduire le déficit public pour rassurer les marchés et relancer la croissance, notamment par l'assainissement du système financier. Le retour à l'emploi fait aussi partie de ses priorités.

Le PP devra mettre en place dès que possible « le changement » qu'il a promis. « Les électeurs sont prêts à se serrer la ceinture mais si la situation se dégrade cette année, certains se retourneront contre le gouvernement du PP », avertit Josep Lobera, analyste de l'Institut de

sondages Metroscopia. Fidèle à sa réputation de prudence, Mariano Rajoy a d'ailleurs averti dimanche : « Il n'y aura pas de miracle. Nous n'en avons pas promis. »

■ PARI AUDACIEUX

La première mesure du nouvel exécutif consistera, selon Álvaro Nadal, chargé du programme économique du PP, à faire voter la loi d'application du principe constitutionnel d'équilibre budgétaire : « Le budget 2012 sera soumis à cette loi qui s'appliquera non seulement à l'État central mais aussi aux régions », a-t-il indiqué. En clair, les régions, plombées par de sévères déficits, devront réduire leurs dépenses. Par

ailleurs, ce budget, qui ne devrait pas être voté avant début 2012, ne sera élaboré qu'une fois connue « la réelle situation financière du pays », a expliqué Nadal, laissant entendre que le PSOE pourrait ne pas avoir dit la vérité sur l'état des comptes publics. Selon les chiffres qui circulent, en cas de révision, probable, des objectifs de déficit en 2011, Mariano Rajoy devra trouver quelques 30 milliards d'euros en 2012 pour atteindre un déficit de 4,4 %, comme il s'y est engagé. Le pari est audacieux, d'autant que Rajoy a promis de ne pas augmenter les impôts.

En conséquence, le PP demandera « un effort de tous » aux Espagnols, qui devront se serrer la ceinture. Alvaro Nadal a précisé dimanche

APRÈS SA DÉBÂCLE, LE PSOE VA DEVOIR PRÉPARER SA RÉNOVATION

Jamais dans l'histoire de la démocratie espagnole, le Parti socialiste ouvrier Espagnol (PSOE) n'avait obtenu de si mauvais résultats à des élections législatives. Avec 110 sièges et 28,7 % des voix, le naufrage s'apparente à un véritable reniement de la politique socialiste durant la crise, rendant nécessaire une rénovation du Parti. Le secrétaire général du Parti, qui n'est autre que José Luis Rodríguez Zapatero, a lui-même annoncé lundi la tenue d'un congrès ordinaire du PSOE début février. Au cours de ce congrès, sera élu le successeur de l'actuel Premier ministre à la tête du Parti. Il devra conduire les rênes du Parti pendant cette traversée du désert. Le PSOE devra notamment regagner la confiance des 4,3 millions d'électeurs qui ont décidé de voter pour d'autres partis, notamment minoritaires, comme, sur son flanc gauche, Izquierda Unida, ou, au centre, Unión Progreso y Democracia. Le PP, qui n'a finalement obtenu que 500.000 voix de plus qu'en 2008, a bénéficié de cette dispersion des votants socialistes. G. L.

que « les pays faisant leurs devoirs devraient recevoir l'appui suffisant pour éviter que les mouvements excessifs des marchés ne fassent dérailler les processus de réformes ». En somme, la liquidité, notamment de la part de la Banque centrale européenne (BCE), ne doit pas manquer à ceux qui promettent l'austérité et les réformes.

JOAQUÍN MAUDOS VILLARROYA,

PROFESSEUR-CHERCHEUR À L'INSTITUT VALENCIEN DE RECHERCHES ÉCONOMIQUES (IVIE)

« L'Espagne devra pouvoir accéder à l'aide du Fonds européen de stabilité financière »



Quels défis attendent le futur gouvernement ?

Il doit agir dès la première minute et ne pas attendre l'investiture en décembre. Mariano Rajoy qui est resté vague jusqu'à présent doit clarifier ses intentions. Les fondamentaux économiques sont aujourd'hui les mêmes que dimanche. C'est pour cela que les marchés maintiennent leur pression sur la dette souveraine. Rajoy doit les convaincre en annonçant dès à présent la composition de son gouvernement et les mesures concrètes qu'il prendra.

Quelles doivent être ses priorités ?

Il doit d'abord assainir le système financier afin de relancer le

crédit et stimuler l'activité économique. Les pertes potentielles s'élèvent à 60 milliards d'euros et il sera nécessaire d'aider les banques avec des fonds publics. Or l'État peine à se financer sur les marchés. C'est pourquoi, si après avoir présenté un plan de mesures à Bruxelles, la prime de risque persiste à des niveaux insoutenables, l'Espagne devra pouvoir accéder à l'aide du Fonds européen de stabilité financière (FESF). Cela demandera des sacrifices. Il faudra par ailleurs relancer le marché du travail et rééquilibrer les comptes publics.

Précisément, le programme du PP consistant à réformer le code du travail et les conventions collectives

est-il suffisant pour réduire le taux de chômage de 21,5 % ?

Pas à court terme. La seule chose que Rajoy puisse faire, c'est, via les réformes annoncées, créer les conditions pour qu'une fois que l'activité reprendra, les entrepreneurs embauchent.

L'autre priorité est le retour à l'équilibre des comptes publics. De quelle marge de manœuvre Rajoy dispose-t-il ?

Sa marge de manœuvre est étroite. Quoiqu'il en soit, pour retrouver un déficit de 3 % en 2013, Rajoy devra trouver 50 milliards d'euros. Des coupes dans les dépenses ne suffiront pas, car il est trop difficile de réduire celles de la santé et de

l'éducation. En outre, s'il n'agit que sur les dépenses, l'activité économique s'arrêtera. Rajoy devra se résoudre à augmenter la TVA, bien qu'il ait annoncé le contraire.

Peut-il résoudre le problème de déficit des régions espagnoles, le maillon faible des dépenses publiques du pays ?

À court terme, les régions devront réduire leurs dépenses, mais Rajoy pourrait peiner à convaincre certaines régions comme la Catalogne. À plus long terme, le problème devient structurel : les régions ont de plus en plus de compétences, comme la santé, mais pas les fonds suffisants. Je n'écarte pas

une hausse des impôts spéciaux, comme celui sur l'alcool, qui sont collectés par les régions. Il faudra probablement privatiser certains services publics, comme les télévisions régionales, et envisager le paiement partiel des soins par les usagers de la santé publique.

La situation sociale peut-elle évoluer vers un conflit à la grecque ?

Non, car la situation grecque est beaucoup plus critique. Cela n'empêchera pas l'appel à des grèves ou des manifestations. Le gouvernement qui dispose d'une majorité absolue, devra tenir ses engagements.

PROPOS RECUEILLIS PAR GAËLLE LUCAS